

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels



Mercredi 30 janvier 1952, à 10 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

Page

Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce :	
b) Rapatriement des enfants grecs ; rapports du Secrétaire général et des organisations internationales de la Croix-Rouge (A/1848, A/1932, A/1933, A/AC.53/L.44, A/AC.53/L.51) [suite].....	299

Président : M. Selim SÄRPER (Turquie).

Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce : b) Rapatriement des enfants grecs ; rapports du Secrétaire général et des organisations internationales de la Croix-Rouge (A/1848, A/1932, A/1933, A/AC.53/L.44, A/AC.53/L.51) [suite]

[Point 19*]

1. M. CORNER (Nouvelle-Zélande) constate que les faits signalés par le représentant de la Grèce, la Commission permanente pour le rapatriement des enfants grecs, les rapports de la Croix-Rouge internationale et de nombreux autres documents montrent que, sauf dans le cas de la Yougoslavie, tous les efforts déployés pour rendre les enfants grecs à leurs parents ont échoué. Le sentiment d'indignation que suscite une telle situation est si vif qu'il est difficile d'en parler avec modération. Cependant, le représentant de la Grèce, soucieux au premier chef de venir en aide aux enfants et à leurs parents, a donné l'exemple de la retenue, et la délégation de la Nouvelle-Zélande l'imitera ; elle se bornera donc à exprimer sa sympathie aux malheureuses victimes de cette tragédie, à rendre hommage aux travaux de la Commission permanente et de la Croix-Rouge internationale et à appuyer le projet de résolution constructif présenté par la République Dominicaine (A/AC.53/L.51).

2. M. ULLRICH (Tchécoslovaquie) rappelle que, lors de son intervention à la Commission permanente, la délégation tchécoslovaque avait à dessein donné à sa déclaration une forme susceptible de faciliter les débats et d'accélérer le règlement du problème. Dans la même intention, la délégation tchécoslovaque n'a pas commenté le rapport de la Commission permanente (A/AC.53/L.44). Cependant, il ressort clairement du débat que l'on abandonne actuellement la voie tracée par les résolutions de l'Assemblée générale et que l'on tente, comme à la cinquième session, de se servir de la question du rapatriement des enfants grecs pour favoriser une propagande dirigée contre les pays qui ont donné asile aux enfants grecs — alors que la santé et la vie de ces enfants étaient menacées par la guerre

et la terreur apportées en Grèce par les Puissances qui voulaient faire de ce pays une nouvelle base d'agression contre les États pacifiques. La délégation tchécoslovaque estime donc de son devoir de préciser à nouveau la position de son gouvernement.

3. Dès le début, le Gouvernement tchécoslovaque a adopté une attitude fort nette à l'égard du rapatriement des enfants grecs. Cette attitude, précisée à de nombreuses reprises par les représentants de la Tchécoslovaquie, s'est traduite de façon concrète lorsque la Tchécoslovaquie a appuyé de son vote les résolutions 193 C (III) et 288 B (IV). Cependant, à la cinquième session, il est apparu que certains utilisaient la question du rapatriement des enfants grecs à des fins de propagande contre les pays qui avaient accordé leur hospitalité à ces enfants. C'est pourquoi la délégation tchécoslovaque s'est abstenue lors du vote sur la section C de la résolution 382 (V) du 1^{er} décembre 1950. En ce qui concerne les deux résolutions précédentes, non seulement la délégation tchécoslovaque les avait appuyées de son vote, mais encore son gouvernement avait pris des mesures pratiques pour en exécuter les dispositions.

4. A la suite de la note du Secrétaire général en date du 11 novembre 1949, la Croix-Rouge tchécoslovaque s'est mise en contact avec le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Au mois de février 1949 eut lieu, à Prague, la première réunion des représentants de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des représentants de la Croix-Rouge tchécoslovaque. En septembre 1949, une liste de 138 enfants grecs qui, sur la demande de leurs parents, avaient été évacués en Tchécoslovaquie, a été communiquée à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge. Le Gouvernement tchécoslovaque a donc démontré dans la pratique qu'il était prêt à faciliter le rapatriement des enfants grecs et à exécuter les dispositions des résolutions qu'il avait appuyées de son vote. Vers la fin du mois de février et au début du mois de mars 1950, de nouvelles négociations eurent lieu à Prague avec le représentant de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, qui a également inspecté des établissements où vivaient des enfants grecs.

5. Le Gouvernement tchécoslovaque fit de nouveau preuve de sa bonne volonté et de son désir sincère d'aboutir à un règlement du problème en acceptant de participer

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

officiellement aux travaux de la Commission permanente. A la séance de la Commission permanente qui s'est tenue le 22 janvier 1952, le représentant de la Tchécoslovaquie a indiqué à cette Commission que pour aucune des demandes de rapatriement n'étaient remplies les conditions prévues lors des négociations qui avaient eu lieu en mars 1950 à Prague entre les représentants de la Croix-Rouge tchécoslovaque et ceux de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. De nombreux dossiers ne peuvent être examinés, car les documents d'identité nécessaires n'ont pas été fournis. D'autres nécessitaient des enquêtes plus approfondies. Dans aucun cas les garanties prévues par le protocole du 2 mars 1950, protégeant les enfants grecs et leurs parents contre toute persécution, n'ont été fournies. Le Gouvernement tchécoslovaque a donc fait observer que les documents présentés par les organismes internationaux de la Croix-Rouge étaient incomplets et qu'on ne pouvait leur accorder crédit. De plus, depuis l'adoption des résolutions de l'Assemblée générale, la situation n'a pas évolué de façon favorable ; bien au contraire, les citoyens grecs qui font profession d'opinions démocratiques sont victimes de nouvelles brutalités ; les parents des enfants hébergés en Tchécoslovaquie sont maintenus en prison ou dans des camps de concentration, ou font l'objet de persécutions diverses. Le Gouvernement tchécoslovaque estime donc que la tâche principale de la Commission doit consister à obtenir du Gouvernement grec qu'il supprime les obstacles qui s'opposent au rapatriement. Il pense donc qu'il serait judicieux de charger le Comité international de la Croix-Rouge de procéder à des négociations dans l'esprit de la résolution 193 C (III) de l'Assemblée générale. Le Président de la Commission permanente et les divers membres de cette Commission ont apprécié l'importance de cette suggestion, notamment en ce qui concerne le dernier point, qui a également retenu l'attention du Président de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.

6. Aux termes des résolutions adoptées par l'Assemblée générale en 1948 et en 1949, le rapatriement des enfants devait être volontaire, c'est-à-dire que les parents et les enfants devaient le désirer. Or, les demandes de rapatriement qui ont été présentées ont été dictées par des officiers de police. Les copies photographiques envoyées à la Croix-Rouge tchécoslovaque montrent que ces demandes ont été falsifiées. C'est ainsi, par exemple, que des personnes ayant combattu pour la liberté de la Grèce ont été obligées de qualifier de bandits leurs camarades de combat. On peut de même considérer comme sans valeur les demandes émanant de parents qui se trouvent en prison ou sont internés dans des camps de concentration, car ces demandes ont été obtenues par la violence. Ces méthodes inhumaines sont d'ailleurs appliquées, non seulement aux adultes qui s'opposent au régime actuel de la Grèce, mais à des familles entières, enfants y compris.

7. Le Comité international de la Croix-Rouge a soumis aux gouvernements des pays de démocratie populaire, et notamment à la Tchécoslovaquie, 9.839 demandes de rapatriement. Cette liste est inexacte, imprécise, et de nombreux cas sont purement imaginaires. Cinq cent cinquante-deux demandes ont été prétendument présentées par le « père » ou la « mère » de l'enfant, alors qu'en réalité le père et la mère vivent avec leur enfant dans l'une des démocraties populaires. Mille quatre cent quatre-vingt-seize demandes visent le rapatriement d'un enfant qui vit avec l'un de ses parents dans un pays de démocratie populaire. En outre, 2.223 demandes concernent des personnes âgées de plus de 18 ans, pour la plupart des combattants de l'armée démocratique grecque, qu'on ne saurait évidemment considérer comme des enfants. Dans 189 cas, le même

enfant fait l'objet de deux demandes de rapatriement ; 2.484 demandes concernent des enfants qui n'ont jamais résidé dans un pays de démocratie populaire ; enfin, les 2.863 dossiers restants sont accompagnés d'une documentation si insuffisante qu'il est impossible d'en vérifier le bien-fondé. Tous ces exemples montrent de façon indiscutable que le Gouvernement grec, qui ne disposait pas de demandes authentiques, a choisi une méthode consistant à présenter des documents falsifiés ou inexacts pour augmenter artificiellement le nombre des enfants dont on demande le rapatriement.

8. En réalité, c'est l'attitude prise par le Gouvernement de la Grèce qui a rendu le rapatriement impossible. En l'occurrence, le but du Gouvernement de la Grèce est de détourner l'attention de l'opinion publique nationale et mondiale des événements qui se déroulent dans ce pays, de la terreur qui y est pratiquée et de la persécution impitoyable dont sont victimes les démocrates. Les enfants grecs ont été envoyés dans les pays de démocratie populaire sur la demande de leurs parents, qui sont en grande majorité des démocrates convaincus, qui ont participé à la lutte de l'armée de libération grecque, et qui ont voulu sauver leurs enfants de la mort, de la faim et de la terreur. Les pays d'hébergement méritent qu'on reconnaisse la bonne volonté dont ils ont fait preuve et la façon exemplaire dont ils se sont occupés de ces enfants.

9. M. Ullrich en vient alors aux conditions de vie qui seraient offertes aux enfants grecs à leur retour. On sait que la loi grecque n° 509 autorise le gouvernement à condamner à mort les patriotes qui ont lutté pour la paix et la démocratie ; des centaines d'arrestations ont eu lieu, et des dizaines de milliers de prisonniers se trouvent déjà dans les camps de concentration grecs. C'est parmi ces combattants de la paix et de la démocratie qu'on trouve la majorité des parents qui ont demandé au Gouvernement tchécoslovaque de prendre soin de leurs enfants, et que la police oblige maintenant à salir la cause pour laquelle ils ont versé leur sang, et pour laquelle leurs camarades de combat ont donné leur vie.

10. En outre, le colonel de Mayer, représentant de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, a déclaré, lors des négociations qui eurent lieu à Prague le 21 février 1950, que les enfants rapatriés en Grèce seraient tout d'abord placés dans un camp de l'île de Samos, puis progressivement rendus à leurs familles. Le 24 février 1950, le colonel de Mayer a répété cette déclaration, en précisant toutefois que les enfants seraient envoyés, non plus dans des camps, mais dans des établissements et institutions de l'île de Samos. Le Gouvernement tchécoslovaque rejette catégoriquement une telle méthode de rapatriement, qui est contraire aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale et dont l'application soumettrait les enfants à de grandes souffrances, à la terreur et à la mort.

11. A ce propos, M. Ullrich cite une déclaration de Mme Gage-Colby, citoyenne américaine et observateur permanent accrédité de l'Union internationale pour la protection de l'enfance auprès de l'Organisation des Nations Unies. Cette déclaration a été faite par écrit le 9 janvier 1952 au correspondant de l'agence Télépresse auprès de l'Organisation. La représentante de l'Union internationale pour la protection de l'enfance y précise qu'au cours de l'été 1948, elle a visité une maison d'enfants grecs en Moravie ; elle a constaté que la santé des enfants s'améliorait très rapidement et que, ainsi qu'en témoignent des photographies prises à la date de leur arrivée, leur rétablissement tenait presque du miracle. Ces enfants ont été dotés de nouveaux vêtements ; ils font preuve d'une vive affection à l'égard des personnes qui s'occupent d'eux. Dans cette même

déclaration, Mme Gage-Colby relate une visite qu'elle a faite en 1949 à certains établissements grecs, subventionnés par le gouvernement. L'alimentation, les services médicaux et, d'une façon générale, les conditions de vie qui y règnent sont très inférieurs aux normes admises. De nombreux jeunes enfants meurent de faim. Mme Gage-Colby précise qu'elle a eu l'impression très nette que l'argent destiné à l'achat des produits alimentaires, à l'entretien des locaux et aux soins médicaux n'avait pas été consacré aux enfants et que les fonds avaient été détournés. Dans trois cas au moins, elle a pu constater que les directeurs de ces établissements faisaient preuve d'une incapacité notoire et d'une absence complète du sens des responsabilités. Les infirmières lui ont cité des cas de négligence grossière et de discrimination incroyable pratiquées à l'égard de tout jeunes enfants pour des raisons d'ordre politique. Mme Gage-Colby conclut qu'à son avis aucun des enfants grecs qui se trouvent dans les pays de démocratie populaire et dont l'un ou les deux parents sont encore en prison ou en exil ne devrait être rapatrié. Elle ajoute que la reine Frédérique de Grèce a informé à plusieurs reprises l'Union internationale de protection de l'enfance qu'elle préférerait que les enfants grecs hébergés dans les pays de démocratie populaire ne soient pas rapatriés en Grèce, mais envoyés dans un pays neutre comme la Suisse ou la Suède.

12. Le témoignage de Mme Gage-Colby, dont les hautes qualités ne sauraient être contestées par personne, n'est d'ailleurs pas le seul. M. Ullrich se bornera à citer quelques exemples complémentaires. Il indique que le camp de l'île de Trikkeri compte 573 femmes, qui vivent dans des conditions matérielles très pénibles, sans jamais avoir été jugées ou fait l'objet d'une accusation légale. La plupart ont des enfants qui vivent avec elles ; 200 jeunes filles, toutes âgées de moins de 21 ans, sont internées dans la prison de Kifissis à Athènes. Bien que le gouvernement ait officiellement reconnu l'Union pour le secours aux prisonniers, aux exilés et à leurs familles, et qu'il en ait autorisé l'activité, le Président et le Secrétaire de cette Union ont été arrêtés peu après sa création. M. Ullrich cite en outre une lettre de la mère d'un jeune prisonnier de Yiura, qui décrit les conditions dans lesquelles vivent les prisonniers, enfermés dans des cellules sans lumière et sans fenêtres, malades, sous-alimentés, sans qu'aucune visite de leurs parents ou de leurs amis soit autorisée.

13. Les cruelles persécutions dont les enfants sont victimes en Grèce, la politique de terreur dirigée contre les combattants pour la paix et la démocratie, telles sont les raisons pour lesquelles les enfants grecs n'ont pas été rapatriés. On comprend en effet que, lorsque les parents de ces enfants vivent en Grèce et qu'ils ne sont ni en prison ni dans un camp de concentration, ils évitent de demander le rapatriement de leurs enfants. On comprend d'autant mieux que les parents qui vivent dans les pays de démocratie populaire refusent de retourner en Grèce avec leurs enfants. Ils savent en effet que, dans les pays de démocratie populaire, leurs enfants recevront les soins les plus diligents et les plus complets. En Tchécoslovaquie, les enfants grecs reçoivent un enseignement en langue grecque ou macédonienne. Des manuels scolaires rédigés en grec, et de nombreux magazines, livres et journaux grecs sont à leur disposition. Les professeurs sont également grecs, et veillent à ce que les enfants soient élevés dans l'amour de leur patrie et le respect de son héritage culturel. Les conditions de vie matérielle des enfants sont excellentes : les bâtiments qui leur sont destinés sont modernes ; les enfants sont parfaitement nourris, et soumis à une stricte surveillance médicale. Du reste, comme a pu le constater le représentant de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, lors de sa visite à Prague au mois de mars 1950, de nombreuses mères

grecques qui vivent dans les pays de démocratie populaire ont la surprise d'apprendre qu'elles sont censées avoir demandé le rapatriement de leurs enfants, alors qu'en réalité elles ne se trouvaient même pas en Grèce. Ces personnes ont clairement précisé qu'elles refusaient de rentrer dans leur pays jusqu'à ce que la Grèce soit libérée et qu'elles étaient heureuses en Tchécoslovaquie.

14. On voit donc que le Gouvernement de la République démocratique populaire de Tchécoslovaquie accorde aux enfants grecs les soins et l'affection dont il entoure les enfants de ses propres citoyens, alors qu'en Grèce, comme le prouvent les déclarations d'un observateur international, les enfants vivent dans la misère et la terreur. Le Gouvernement tchécoslovaque demeure disposé à procéder au rapatriement des enfants grecs, dans les conditions prévues par les résolutions de l'Assemblée générale de 1948 et de 1949. Si ce rapatriement n'a pas encore été effectué, la faute en incombe au Gouvernement grec, qui, loin de se préoccuper de l'aspect humanitaire du problème, a tenté d'utiliser le rapatriement des enfants grecs pour servir une propagande hostile aux pays de démocratie populaire. Le Gouvernement grec n'a pas respecté les dispositions des résolutions que l'Assemblée générale a adoptées en la matière, et il applique aux enfants les méthodes de terreur et de persécution dont sont victimes les combattants pour la paix et la démocratie.

15. Le Gouvernement tchécoslovaque s'élève contre les calomnies qui ont été lancées à son endroit ; il insiste pour que les dispositions des résolutions de l'Assemblée générale soient strictement respectées et pour que soient fournies des garanties réelles assurant la protection des enfants qui seraient rapatriés. La Commission contribuerait au règlement de ce problème si elle demandait au Gouvernement de la Grèce de modifier son attitude et, notamment, d'exécuter les dispositions des résolutions de l'Assemblée générale.

16. M. VAN HEEMSTRA (Pays-Bas) dit que la position prise par son gouvernement à propos du rapatriement des enfants grecs n'a pas changé. Comme la plupart des membres de la Commission, le Gouvernement des Pays-Bas estime que ce problème constitue l'un des plus grands scandales de l'après-guerre et partage les sentiments de douleur et de sympathie que plusieurs délégations ont déjà exprimés à l'égard de ces enfants, de leurs familles, et du grand pays qui doit ajouter le nom de ces victimes à la longue liste de ceux qui sont morts pour défendre sa liberté et son indépendance. La délégation des Pays-Bas regrette que certains gouvernements n'aient fait preuve d'aucun esprit de coopération et qu'ils aient ainsi rendu impossible le règlement du problème. Elle espère que le problème pourra être résolu avant qu'on n'en arrive à un stade où il n'y aurait plus d'enfants grecs à rapatrier, parce que ces enfants seraient devenus des adultes et parce qu'ils seraient devenus bulgares, roumains, hongrois, ayant perdu tout contact avec leur patrie, tout amour pour les parents qui les ont élevés et pour le pays qui les a vus naître.

17. La délégation des Pays-Bas votera en faveur du projet de résolution de la République Dominicaine. Elle espère que, cette fois-ci, l'œuvre de médiation de la Commission permanente, du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge portera ses fruits et que les gouvernements qui, jusqu'à présent, ont adopté une attitude négative feront preuve d'un esprit de conciliation et de coopération.

18. M. LEWANDOWSKI (Pologne) rappelle qu'à la 55^e séance, le représentant de la Belgique a formulé, à la fin de son exposé, le souhait que la discussion demeure sur un terrain purement humanitaire, et que toute allusion

d'ordre politique soit évitée. De l'avis de M. Lewandowski, le représentant de la Belgique lui-même n'a pas observé l'attitude qu'il préconisait ; il a tenté, par son discours, de faire servir le problème du rapatriement des enfants grecs à des fins politiques obscures. Tout dans son intervention permet en effet de supposer que le rapatriement des enfants grecs et la recherche d'une solution de ce problème ne sont pas l'unique préoccupation du représentant de la Belgique, lequel semble plutôt désireux d'assurer le succès de sa propre carrière politique en présentant la question sous un jour tendancieux. Cette façon d'aborder le problème ne saurait contribuer à créer l'atmosphère favorable à une discussion utile. Le représentant de la Pologne estime qu'il convient au contraire d'examiner le problème de sang-froid, si l'on veut vraiment le résoudre. C'est ce qu'il s'attachera à faire pour sa part.

19. Il déclare que la délégation de la Pologne a procédé à une étude approfondie de la question au cours des sessions précédentes de l'Assemblée générale. C'est ainsi qu'en novembre 1950 elle a démontré devant la Première Commission de l'Assemblée générale que la situation en Grèce, de même que les conditions dans lesquelles étaient élaborées les listes, ne pouvaient permettre un rapatriement dans les conditions prévues par les résolutions déjà adoptées par l'Assemblée. Les débats de la Commission politique spéciale n'ont fait que confirmer cette manière de voir.

20. M. Lewandowski rappelle les raisons qui ont motivé l'évacuation des enfants de certaines régions de la Grèce en 1948. Ces enfants se trouvaient dans des zones dangereuses et menacés par la famine. Ils ont été évacués avec le consentement de leurs parents, qui, dans de nombreux cas, les ont accompagnés. Les États qui les ont accueillis se sont ainsi acquittés d'une tâche humanitaire.

21. La délégation de la Pologne a toujours soutenu que les enfants évacués de Grèce doivent être autorisés à rejoindre leurs familles ; M. Lewandowski rappelle à cet égard les interventions de la délégation de la Pologne lors de l'élaboration, en 1948, de la résolution 193C (III) qui précise formellement les conditions du rapatriement. Il a le regret de constater que ces conditions n'ont pas été remplies ; les dispositions de la résolution de l'Assemblée générale ont même été violées, notamment lorsque le Gouvernement de Belgrade a organisé le rapatriement d'un certain nombre d'enfants grecs, probablement afin d'obtenir des concessions du Gouvernement d'Athènes, dans d'autres domaines.

22. M. Lewandowski rappelle les craintes exprimées, lors des débats qui ont eu lieu devant l'Assemblée générale, relativement à l'exercice de représailles par les autorités grecques sur les enfants rapatriés. Or, les faits ont malheureusement révélé que des enfants ont été l'objet de sévices, que de jeunes patriotes ont été condamnés à mort pour le seul crime d'avoir professé des opinions démocratiques. Les craintes exprimées étaient donc justifiées ; il est ainsi établi que, malgré les assurances données à plusieurs reprises par les représentants de la Grèce, la sécurité des enfants rapatriés n'est nullement assurée. Il n'existe aucune garantie que les enfants rapatriés en Grèce reverront jamais leurs parents, ou ne seront pas victimes de persécutions.

23. Le représentant de la Pologne termine son exposé en soulignant que la question du renvoi des enfants grecs dans leurs familles est l'objet de difficultés constantes, résultat de l'attitude de certains Membres des Nations Unies et d'institutions de Croix-Rouge qui aident le Gouvernement de la Grèce à se servir de la question du rapatriement comme d'un tremplin de propagande politique contre les pays d'asile. La Commission devrait condamner l'attitude de ceux qui utilisent le sort des enfants grecs à des fins

politiques. Il importe de placer l'intérêt des enfants grecs au-dessus de toutes autres considérations, tout en s'abstenant d'introduire dans le texte des résolutions des accusations dépourvues de fondement.

24. M. TSARAPKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que les résolutions de l'Assemblée générale prévoient le retour des enfants grecs dans leurs familles dans les cas où l'enfant lui-même, ses parents ou ses proches désirent son retour. Le texte de ces résolutions est sans ambiguïté. La délégation de la Grèce a toutefois tenté de donner à cette question purement humanitaire un aspect politique ; elle a aussi tenté de présenter la question comme s'il s'agissait d'un retour général de ces enfants en Grèce, et non dans leurs familles. M. Politis, représentant de la Grèce, a notamment précisé les 5 décembre 1950 et 12 novembre 1951 qu'il s'intéressait au retour des enfants en Grèce, afin de les rééduquer avant qu'il ne soit trop tard. D'autres délégations ont tenté de présenter le problème du rapatriement des enfants grecs comme un problème politique.

25. En dépit de toutes ces tentatives, il n'en reste pas moins que, dans des milliers de lettres, les enfants grecs qui ont trouvé asile dans les pays de démocratie populaire ont exprimé leur satisfaction de l'accueil qui leur avait été réservé. Dans ces lettres, ils expriment très ouvertement leur intention de ne pas rentrer en Grèce, tant qu'y régnera le terrorisme et que les tentatives de protéger la paix et la démocratie resteront vaines. M. Tsarapkin cite à l'appui de ses affirmations des extraits de lettres adressées par des élèves d'une école technique des chemins de fer de l'un des pays de démocratie populaire, par des élèves d'une école de médecine et par des élèves d'une école métallurgique. Il cite également une lettre signée par seize étudiants inscrits dans une université d'un des pays de démocratie populaire. Il estime que ces documents font justice des accusations malveillantes et des calomnies lancées contre les pays d'hébergement.

26. En ce qui concerne les retards qui ont différé le rapatriement des enfants grecs, M. Tsarapkin déclare qu'ils ne peuvent être imputés aux gouvernements des démocraties qui ont donné asile aux enfants grecs. Il rappelle qu'au cours de la cinquième session de l'Assemblée générale il a été précisé que, dans certains cas, la responsabilité de ces retards incombait uniquement aux autorités grecques et à la Croix-Rouge hellénique, qui avaient fourni des listes dont le contenu s'est révélé inexact. La délégation de l'URSS a, en son temps, cité de nombreux exemples de falsification des listes. Des vérifications ont établi que certaines demandes étaient falsifiées, que d'autres concernaient des enfants dont les parents vivaient sur le territoire des démocraties populaires, que d'autres concernaient des personnes âgées de plus de 18 ans, et que d'autres, enfin, concernaient des enfants qui ne se trouvaient pas dans les pays de démocratie populaire. En outre, le nom de certains enfants figurait deux fois sur les listes. C'est pour toutes ces raisons que le rapatriement a été retardé, et nul ne saurait valablement accuser en l'occurrence les pays de démocratie populaire.

27. M. Tsarapkin rappelle à la Commission les persécutions policières dont sont actuellement victimes en Grèce les démocrates et les anciens partisans. Il souligne que parmi les enfants grecs à rapatrier, figurent en grand nombre les enfants d'anciens partisans grecs et de démocrates qui sont actuellement persécutés. C'est pourquoi la plus grande prudence s'impose en ce qui concerne le rapatriement de ces enfants. Le représentant de l'URSS signale notamment qu'un groupe d'enfants grecs rapatriés en novembre 1950 par la Yougoslavie a été dirigé sur le camp de concentration de Hagios Demetrios. Il signale aussi que les organisations

internationales qui s'occupent de la question du rapatriement des enfants grecs et qui paraissent soucieuses de voir les enfants remis aux autorités grecques ne se sont pas opposées à l'envoi de 79 enfants grecs de Yougoslavie en Australie. En outre, elles n'ont fait aucun effort pour que les enfants grecs vivant en Yougoslavie soient rendus à leurs parents quand ceux-ci habitent dans l'un des pays de démocratie populaire. Il mentionne à ce sujet le paragraphe 55 du rapport du Comité international de la Croix-Rouge (A/1932) et rappelle que le Gouvernement de l'URSS a adressé une série de communications à l'Organisation des Nations Unies (A/1969).

28. En terminant, M. Tsarapkin insiste sur la nécessité d'envisager le problème du rapatriement des enfants grecs dans un esprit purement humanitaire. Cette question ne doit pas être exploitée à des fins politiques. Il importe que l'on puisse avoir l'assurance formelle que les enfants grecs, lorsqu'ils seront rapatriés, retrouveront réellement leurs parents et vivront avec ceux-ci sans être en proie à l'oppression policière. Ceci dépend uniquement des autorités grecques, et non des pays d'hébergement.

29. M. HOOD (Australie) désire aborder la question du rapatriement des enfants grecs d'un point de vue strictement concret. Il ne reviendra pas sur les arguments qui ont été avancés. Le fait que le rapatriement des enfants grecs soit étudié dans le cadre de la question intitulée " Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce " indique clairement que ce problème résulte directement d'une situation dont l'Assemblée générale est saisie depuis longtemps et au sujet de laquelle elle a pris position. L'Assemblée générale est arrivée à la conclusion que la responsabilité de la situation n'incombe pas à la Grèce, mais à d'autres pays. Le projet de résolution soumis par la République Dominicaine tend à demander aux pays intéressés de s'unir pour rechercher la solution du problème. Si des erreurs se sont glissées dans les listes dressées par les autorités compétentes, de nouvelles tentatives doivent être faites pour mettre ces listes à jour. M. Hood suggère donc de confier à un organisme neutre, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, le soin de procéder aux enquêtes nécessaires pour rétablir la vérité.

30. M. Hood déplore que certains des pays qui ont reçu et hébergé les enfants grecs n'aient pas voulu, pour diverses raisons, coopérer à la solution du problème. Il ne croit pas qu'il y ait de raisons valables pour justifier ce refus.

31. Il déplore également que la Commission permanente n'ait pu réussir dans sa tâche. Il estime qu'étant donné l'échec subi par cette commission, il est difficile de prévoir la nouvelle procédure à envisager.

32. Le représentant de l'Australie croit que le projet de résolution présenté par la République Dominicaine est raisonnable, parce qu'il se borne à recommander le maintien de la Commission permanente avec le même mandat, et à prier tous les pays qui ont hébergé des enfants grecs de prendre des mesures propres à assurer le retour rapide de ces enfants dans leurs foyers. Ce retour pourrait être facilité par l'action d'enquêteurs impartiaux et neutres, à condition que ceux-ci soient autorisés à pénétrer sur le territoire des pays d'hébergement. M. Hood exprime l'espoir que la Commission politique spéciale adoptera à une forte majorité le projet de résolution dont elle est saisie, et qu'on atteindra le but visé grâce à la coopération des pays intéressés.

33. M. SEVILLA SACASA (Nicaragua) rappelle que l'Assemblée générale est saisie depuis trois années de la question du rapatriement des enfants grecs et que pourtant cette question n'est pas encore résolue. Toutes les tentatives des Nations Unies et des organisations internationales de la Croix-Rouge pour régler ce problème ont échoué. Des rapports établis par ces organisations, il ressort que les

organisations nationales de la Croix-Rouge des pays hébergeant des enfants grecs n'ont pas apporté aux autorités compétentes la collaboration que celles-ci attendaient d'elles.

34. Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ne peuvent s'empêcher d'éprouver une vive inquiétude en constatant qu'à l'exception de la Yougoslavie, aucun pays hébergeant des enfants grecs n'a encore rapatrié un seul de ces enfants. La délégation du Nicaragua estime qu'il est indispensable de rapatrier les enfants grecs. Il y va, en effet, du prestige moral des Nations Unies, qui doivent poursuivre sans relâche leurs efforts sur le plan humanitaire. C'est pourquoi la délégation du Nicaragua appuie sans réserve le projet de résolution soumis par la République Dominicaine lequel contient des suggestions de nature à aboutir à une solution rapide de ce problème. Elle espère que ce projet ralliera une majorité importante au sein de la Commission.

35. M. MAKIEDO (Yougoslavie) tient à répondre aux observations malveillantes des représentants de pays qui, précisément, sont ceux qui, non seulement ne se sont pas conformés aux dispositions des résolutions de l'Assemblée générale, mais encore ont empêché d'autres pays de mettre ces résolutions en œuvre.

36. M. Makiedo cite des exemples d'enfants yougoslaves qui, ayant pénétré par inadvertance sur les territoires bulgare et roumain, sont depuis lors détenus par les gouvernements de ces pays, sans que l'on ait jamais pu avoir aucun renseignement sur leur sort. D'autre part, 63 enfants yougoslaves, qui se trouvaient dans des écoles en URSS sont retenus, contre leur volonté et celle de leurs parents, dans ce pays où ils constituent, pour les autorités soviétiques, un moyen de pression sur le Gouvernement yougoslave.

37. Le PRÉSIDENT interrompt l'orateur et lui fait observer que son intervention dépasse le cadre du droit de réponse.

38. M. MAKIEDO (Yougoslavie) poursuivant sa déclaration, se réfère à la communication adressée par le Gouvernement de l'URSS au Secrétaire général des Nations Unies (A/1969) et dont le représentant de l'Union soviétique a fait mention dans son discours. Il semble inutile de discuter le fond de cette communication, et le représentant de la Yougoslavie se bornera à déclarer qu'en Yougoslavie, contrairement à ce qui se passe dans les pays du bloc soviétique, toute personne qualifiée a libre accès dans les centres qui hébergent les enfants grecs. Il y a d'ailleurs en Yougoslavie un représentant de la Croix-Rouge suédoise, agissant au nom des organisations internationales de la Croix-Rouge, et il n'a jamais eu l'occasion de constater des faits tels que ceux qui sont mentionnés dans les documents adressés au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de l'URSS auprès de l'Organisation des Nations Unies.

39. M. LAMALLE (Belgique) proteste contre les allégations portées par le représentant de la Pologne contre M. Van Glabbeke. Les débats de la Commission ont jusqu'ici conservé un caractère de dignité dont il faut se féliciter, et, si des propos assez vifs ont été échangés, ils n'ont jamais mis personnellement en cause des membres de la Commission. Il est regrettable que le représentant de la Pologne ait cru devoir déroger à cette règle de courtoisie.

40. Contrairement à ce que le représentant de la Pologne a prétendu, M. Van Glabbeke n'a pensé qu'à la douleur des mères grecques, et il n'a fait qu'exprimer une sincère indignation devant le sort des malheureux enfants grecs qui n'ont pu encore être rapatriés.

41. Une fois de plus, la délégation de la Belgique adresse un pressant appel à tous les pays qui hébergent des enfants grecs pour qu'ils collaborent sans réserve à la solution du problème du rapatriement de ces enfants.

42. M. KYROU (Grèce) n'entend pas répondre longuement aux discours que viennent de prononcer les représentants de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de l'URSS car, fidèles à leur système habituel, ils n'ont fait que répéter mot pour mot les arguments qu'ils invoquent depuis trois années pour empêcher le rapatriement des enfants grecs. Le représentant de la Grèce a d'ailleurs répondu par avance, dans le discours qu'il a prononcé à la 55^e séance, à tous ces arguments. Dans ce discours, il s'est efforcé de traiter la question dans un esprit d'humanité dégagé de toute préoccupation politique et de toute idéologie, et d'éviter toute polémique. Or, les représentants de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de l'URSS viennent de montrer une fois de plus qu'ils ne veulent pas examiner cette question dans un esprit humanitaire, et ils n'ont pas hésité à se lancer dans une polémique de mauvais aloi. C'est ainsi que le représentant de l'URSS — mettant en cause M. Politis, chef de la délégation grecque à la cinquième session de l'Assemblée générale — a affirmé que la délégation grecque avait déclaré à cette session que le Gouvernement grec procéderait à une rééducation des enfants grecs avant de les rendre à leurs familles. Or cette assertion est inexacte. Au contraire, la délégation grecque a réfuté l'affirmation du représentant de l'Union soviétique suivant laquelle les demandes de rapatriement présentées par les familles grecques avaient été obtenues en exerçant une pression sur ces familles.

43. L'argumentation qu'a développée à la séance de la veille le représentant de la Grèce était fondée sur le rapport et le mémoire des organisations internationales de la Croix-Rouge. Or, le représentant de la Pologne n'a pas hésité à accuser le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge d'avoir organisé une sorte de complot avec le Gouvernement grec pour empêcher le retour des enfants.

44. Quant aux allégations relatives aux inexactitudes relevées dans les listes d'enfants à rapatrier, il est certain que quelques erreurs ont pu se glisser dans ces listes. Il est possible également que certaines demandes n'aient pas été établies comme il convenait. Mais il serait facile aux organismes nationaux de la Croix-Rouge des pays d'hébergement de se mettre en rapport à ce sujet avec les organisations internationales de la Croix-Rouge.

45. Il est inexact de prétendre, comme l'a fait le représentant de l'URSS, que certains enfants grecs rapatriés de Yougoslavie ont été placés dans un camp de concentration. Le troisième rapport général d'activité des organisations internationales de la Croix-Rouge (A/1932) indique, en effet, que tous les enfants rapatriés de Yougoslavie ont été remis à leurs parents quelques jours après leur arrivée en Grèce. Il est inexact également de prétendre, comme l'a fait le représentant de la Pologne, que 15.000 enfants grecs se trouvent actuellement dans des camps de concentration en Grèce.

46. Le représentant de l'Union soviétique a fait état de certaines lettres qui auraient été adressées par des enfants grecs faisant leurs études dans des écoles professionnelles de l'URSS. Mais il n'a pas parlé des quelque huit cents enfants grecs qui se trouvent, contre leur gré, dans des écoles militaires soviétiques.

47. En terminant, le représentant de la Grèce fait appel aux membres de la Commission pour qu'ils appuient de leur vote le projet de résolution soumis par la République Dominicaine afin que ce projet soit adopté à une écrasante majorité.

48. Mlle STRAUSS (États-Unis d'Amérique), usant de son droit de réponse conformément à l'article 114 du

règlement intérieur et se référant à la déclaration du représentant de la Tchécoslovaquie, rappelle que les rapports établis par la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans et par les organisations internationales de la Croix-Rouge ont indiqué que les conditions dans lesquelles les enfants étaient rapatriés en Grèce étaient entièrement satisfaisantes. L'aspect moral du problème — qui est le retour des enfants grecs dans leurs foyers — est, du reste, plus important encore que l'aspect matériel du problème, et, par conséquent, les conditions dans lesquelles vivent en Grèce les enfants rapatriés ne constituent qu'une question d'ordre secondaire.

49. M. TSARAPKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) prenant la parole pour une motion d'ordre, fait observer que, dans le texte russe du projet de résolution soumis par la République Dominicaine, le premier paragraphe du préambule et le paragraphe 4 du dispositif parlent d'enfants grecs "internés". Cette terminologie n'a jamais été employée, et le représentant de l'URSS voudrait bien savoir de quels enfants il s'agit.

50. M. SALAZAR (République Dominicaine) souligne que le texte original de son projet de résolution parle en effet de "niños internados". Mais il convient d'utiliser dans le texte français du projet de résolution le mot "hébergés" qui correspond au terme anglais "harboured" et, dans le texte russe, une expression équivalente.

51. M. LOPEZ (Philippines) tient à protester contre le libellé du télégramme adressé au Président de l'Assemblée générale par Mme Anna Pauker, Ministre des Affaires étrangères de Roumanie, télégramme aux termes duquel l'Assemblée générale, par sa résolution du 1^{er} décembre 1950, a violé ses propres décisions antérieures en instituant la Commission permanente afin d'utiliser la question des enfants grecs pour alimenter une campagne de calomnies contre les pays qui ont recueilli ces enfants. La Commission permanente a agi avec toute l'objectivité et l'impartialité que l'on pouvait attendre d'elle, et elle a été uniquement guidée par le désir de faciliter le rapatriement des enfants grecs selon les principes les plus élevés de justice et d'humanité. Si la Commission permanente est maintenue, elle poursuivra ses efforts dans ce sens.

52. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution soumis par la République Dominicaine (A/AC.53/L.51), avec la modification de forme précédemment indiquée.

Par 44 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution est adopté.

53. M. TSARAPKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, si la délégation de l'URSS s'est abstenue de voter, c'est parce que, d'une part, le premier paragraphe du préambule implique une accusation injustifiée contre les pays qui hébergent des enfants grecs; que, d'autre part, le paragraphe 4 du dispositif parle du refus de ces pays de participer à des consultations avec la Commission permanente, alors que, s'ils n'ont pas voulu collaborer avec les autorités grecques et les organisations internationales de la Croix-Rouge, c'est parce que ces autorités ont présenté des listes falsifiées d'enfants à rapatrier; enfin, c'est parce que le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution décide de maintenir la Commission permanente avec le même mandat. Or, les résolutions adoptées par l'Assemblée générale en 1948 et en 1949 prévoient une certaine procédure, suivant laquelle c'est aux comités nationaux de la Croix-Rouge qu'il appartient de faciliter le rapatriement des enfants grecs. La Commission permanente créée en 1950 n'est qu'un rouage de plus dans le mécanisme de rapatriement et n'est pas de nature à faciliter la solution du problème. Les seules parties du projet de résolution que la délégation de l'URSS aurait pu appuyer sont le deuxième

paragraphe du préambule et le paragraphe 8 du dispositif. C'est pourquoi, le projet de résolution ayant été mis aux voix dans son ensemble, la délégation de l'URSS a dû s'abstenir.

54. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution (A/AC.53/L.52) soumis par la Grèce et relatif au rapatriement de tous ceux des membres des forces helléniques capturées par les partisans, qui en expriment le désir.

55. M. TSARAPKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant la parole pour une motion d'ordre, fait observer que cette question n'est pas inscrite à l'ordre du jour de la séance. Elle se rapporte au point 19, a, de l'ordre du jour de l'Assemblée générale, que la Commission a depuis longtemps fini de discuter. Le représentant de la Grèce aurait dû la soulever, si tel était son désir, à l'occasion de l'examen du rapport de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans. Sa proposition est donc maintenant irrecevable.

56. M. LEWANDOWSKI (Pologne) appuie le point de vue du représentant de l'URSS.

57. Le PRÉSIDENT cite un passage du compte rendu sténographique de la 7^e séance de la Commission, tenue le 26 novembre 1951, séance au cours de laquelle le représentant de la Grèce a déclaré qu'en ce qui concerne les membres des forces armées helléniques capturés par des partisans grecs et emmenés dans des pays situés au nord de la Grèce, la délégation grecque désirerait que cette question fut discutée en dehors des polémiques politiques. En conséquence, elle se réservait le droit de revenir sur la question lorsque la Commission aurait terminé l'examen du point relatif au rapatriement des enfants grecs. La délégation du Salvador a fait, à la même séance, une déclaration du même ordre. Au surplus, le point de l'ordre du jour actuellement examiné par la Commission est intitulé : " Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce : a) Rapport de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans ; b) Rapatriement des enfants grecs ".

58. A sa cinquième session, et dans le cadre de cette même question, l'Assemblée générale a étudié, non seulement le rapport de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans et la question du rapatriement des enfants grecs, mais aussi la question des prisonniers de guerre grecs, et elle a adopté la résolution 382 A (V) relative à cette question.

59. De l'avis du Président, la Commission peut parfaitement bien examiner le projet de résolution soumis par la Grèce, à moins que la majorité n'en décide autrement.

60. M. TSARAPKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que ni les réserves faites antérieurement par le représentant de la Grèce, ni les déclarations

faites à la même époque par le représentant du Salvador n'autorisent la Commission à traiter une question qui est étrangère au rapatriement des enfants grecs. La Commission a terminé l'examen du point 19, a, et il ne lui reste à se prononcer que sur le point 19, b. Au surplus, l'ordre du jour de la présente séance, publié au Journal des Nations Unies en date du 30 janvier 1952, indique seulement : " Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce : rapatriement des enfants grecs ". Le projet de résolution soumis par le représentant de la Grèce est donc irrecevable. Si le représentant de la Grèce désire que la question soit inscrite à l'ordre du jour, il doit suivre la procédure habituelle, c'est-à-dire saisir d'abord le Bureau de l'Assemblée qui fera des recommandations à l'Assemblée plénière ; il appartiendra alors à celle-ci de prendre une décision.

61. M. SANTA-CRUZ (Chili) estime que trois questions se posent en l'occurrence : la première est de savoir si le projet de résolution soumis par la Grèce rentre bien dans le cadre de la question : " Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce " ; la seconde est de savoir si la Commission peut examiner, à la présente session, la question soulevée par le représentant de la Grèce ; la troisième, enfin, est de savoir s'il est possible à la Commission d'examiner le projet de résolution soumis par la Grèce au cours de la présente séance.

62. En ce qui concerne le premier point, il ne semble y avoir aucun doute. La question rentre bien dans le cadre du point 19, a.

63. Pour ce qui est du deuxième point, il conviendrait de savoir quelle décision a prise la Commission lorsqu'elle a suspendu l'examen de la question et si le silence observé par les membres de la Commission, lorsque les représentants de la Grèce et du Salvador ont exprimé leurs réserves, peut être interprété comme signifiant que la Commission a décidé tacitement de revenir plus tard sur la question.

64. Enfin, en ce qui concerne le troisième point, il semble que le représentant de l'URSS ait raison. L'ordre du jour de la présente séance ne prévoit en effet que l'examen de la question du rapatriement des enfants grecs. Or, la question soulevée dans le projet de résolution soumis par la Grèce est évidemment étrangère au rapatriement des enfants grecs.

65. Il semble donc que la Commission ne puisse examiner, au cours de la présente séance, la proposition soumise par la Grèce et encore moins voter sur cette proposition.

66. Le PRÉSIDENT annonce que la Commission se réunira le lendemain à 10 h. 30.

La séance est levée à 13 h. 30.